



Commune de PIGNANS
Département du VAR
Arrondissement de BRIGNOLES

ARRÊTÉ DU MAIRE

portant autorisation de voirie et restriction de circulation chemin du Carry pour travaux
entre le lundi 13 juillet et le mercredi 22 juillet 2026

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, Art. L2212.1 et 2,

Vu le Code des Communes (partie réglementaire),

Vu le Code de la Route,

Considérant la demande en date du 09 juillet 2026 de l'entreprise VEOLIA sise 78 rue de la Création ZAC de Nicopolis à – 83170 – BRIGNOLES et représentée par Monsieur BONDIL Patrick, tendant à obtenir l'autorisation d'utiliser le domaine public communal en vue de travaux chemin du Carry,

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité publique et de faciliter l'exécution desdits travaux,

Considérant qu'il convient de modifier l'arrêté n° 2026/335 en date du 06/07/2026 en son article 4,

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise VEOLIA effectuera des travaux de réfection de chaussée suite à une réparation sur un branchement EP au droit du n° 349 chemin du Carry, tel que présenté dans sa demande, en prenant soin de ne pas dégrader, de quelque manière que ce soit ladite voie.

Aucuns gravats, ciment ou autres matériaux ne seront jetés ni déposés sur la chaussée et dans le pluvial.

Article 2 :

Pendant la durée de l'intervention, le chemin du Carry sera fermée à la circulation, avec mise en place d'un itinéraire de déviation.

Article 3 :

Pendant la durée des travaux, l'entreprise VEOLIA sera autorisée à stationner les engins nécessaires au chantier sur le domaine public communal.

Le stationnement d'autres véhicules pouvant gêner les travaux sera interdit et l'enlèvement immédiat pour mise en fourrière sera susceptible d'être ordonné conformément notamment à l'article R 417-10 du Code de la Route.

Article 4 :

La présente permission de voirie est valable du lundi 13 juillet au mercredi 22 juillet 2026 inclus.

Article 5 :

La signalisation réglementaire sera mise en place, maintenue et retirée par l'entreprise VEOLIA qui sera et demeurera seule responsable de tout incident ou accident qui pourrait survenir du fait de ces travaux.

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Capitaine commandant la communauté de brigades du Luc-en-Provence, Monsieur le responsable des Services Techniques communaux, Messieurs les agents de Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à PIGNANS, le 09 juillet 2026.

Le Maire : BRUN Fernand

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif de Toulon peut être saisi via l'application informatique « Télé recours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr